

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Crise-financiere-Comment-qu-ils-ne-vont-pas-etre-euphoriques>

# **Crise financière : Comment qu'ils ne vont pas être euphoriques !**

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : jeudi 16 octobre 2008

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Au fur et à mesure que les jours passent et qu'apparaissent quelques résultats de la « crise financière », prend consistance le soupçon de ce que la « panique » et la débandade de capitaux fut une manoeuvre ourdie par les élites pour obtenir une grosse tranche des fonds étatiques, surtout de l'Union Européenne.**

Les bourses ont réagi à la baisse après les 700 milliards de dollars votés par le Congrès étasunien en appui du Plan Paulson. Mais ils ont retrouvé l'euphorie le lundi 13 après avoir su que l'Union Européenne (UE) consacra 2,1 milliards de dollars (trois fois le Plan Paulson) pour sauver ses banques. Au total, trois milliards de dollars cash, auxquels il faut additionner les fonds libérés auparavant pour sauver d'autres institutions aux États-Unis et dans l'UE, et les piqûres successives que les banques centrales et la réserve fédérale font depuis un an. Il est possible que les montants totaux pompés des coffres étatiques atteignent les 6 milliards de dollars. Le PIB de la Chine ; presque six fois celui du Brésil. Qui ne serait pas euphorique ?

Peut-être est-il vrai, comme le signale William Engdahl (Rébellion, 14/10/08) que l'Allemagne et l'Angleterre sont sorties du scénario étasunien, dont le secteur financier aurait généré une panique bancaire (« une panique pré-planifiée »), en laissant tomber Lehman Brothers, pour augmenter son pouvoir et le contrôle de la politique de Washington. Les créateurs de la crise espéraient que les Européens allaient courir sauver les hypothèques pourries de Wall Street, qu'ils auraient « détruit ce qui restait des institutions bancaires et financières saines de l'UE ».

Selon cette analyse, la nationalisation partielle décidée par le Royaume-Uni de ses banques les plus importantes, une mesure suivie par l'Allemagne, aurait empêché que la manoeuvre de Paulson aille au delà. C'est possible. Cependant, tout indique que les mesures prises par l'UE ont beaucoup en commun avec les politiques de Washington : elles se limitent à des retouches sans attaquer les problèmes de fond.

Durant les dernières semaines, au fur et à mesure que la chute des bourses a pris de l'ampleur, s'est répandue, l'idée que la cause de la crise est la dérégulation du système financier, et que l'établissement de contrôles adéquats étatiques pourra endiguer les problèmes et prévenir des futures crises. Rien de plus éloigné de la réalité. La financiarisation de l'économie a été une décision du capital pour, précisément, éviter les contrôles et pour éviter de se voir liés par des accords qui limitaient l'accumulation.

Le processus qui pris son envol au début de 1970 et qui explose maintenant, est loin d'être un accident du système : il est devenu son noyau dur. Le pacte social connu comme l'État du Bien-être, ou un accord entre l'État, les entrepreneurs et les syndicats pour régler l'économie, a supposé des contrôles rigides pour chacun des acteurs. La chose a fonctionné, comme se rappelle bien Mike Davis (Sinpermiso, 16/12/08) par le « soulèvement des travailleurs industriels » qui n'ont pas laissé d'autre chemin au capital qu'accepter, non son autolimitation chose qu'il n'a jamais accepté, mais l'active surveillance de l'État et les syndicats.

Mais quand la lutte ouvrière et celle des peuples du *Tiers Monde* ont mis en danger la continuité de l'accumulation dans la production réelle, le capital a choisi de se volatiliser, sauter les contrôles et pour cela il est devenu du capital financier. David Harvey nomme ce processus d'accumulation par une dépossession ("Le nouveau impérialisme"). Le capital fixe, incorporé dans des biens de production, se transforme en capital financier obtenant ainsi de nouvelles marges "de liberté". Nous assistons au retour de la logique de la rapine qui a caractérisé l'accumulation originaire à l'aube du capitalisme, que nous connaissons comme « Consensus de Washington » ou néolibéralisme.

Durant les trente dernières années, ce capital spéculatif a fait exploser la planète. D'abord les pays plus pauvres à

## Crise financière : Comment qu'ils ne vont pas être euphoriques !

---

travers de la crise de la dette des années 80, qui s'est traduite par des transferts monumentaux du Sud vers le Nord. Plus tard, un capital spéculatif encore plus concentré, et augmenté par les fonds de pension, a lancé la crise de 1997 avec laquelle on a cherché à ce que l'Asie finisse par financer la dette croissante des États-Unis. Maintenant, tout indique que le viseur fut mis (ou il est encore) sur l'Union Européenne et les pays émergents. À mesure que ceux-ci se montrent de plus en plus rétifs à continuer à supporter les frais d'entretien de l'empire, un empire qui plus est, ne réussit pas à se stabiliser, le cercle se rétrécit de plus en plus sur les économies « amies ».

Les prochaines victimes, en plus des couches moyennes et des travailleurs européens, seront les Etasuniens eux mêmes. L'expansion de la dépense militaire ne peut déjà plus continuer à tirer seule l'économie, comme c'est arrivé après la Grande Dépression. Pis encore : chaque fois ce sont plus ceux, au coeur de l'empire, qui considèrent que la dépense militaire élevée pour maintenir le pouvoir de 1 % de la population, se fait au prix du démantèlement des services de santé qui ramènent des secteurs importants de la population à des conditions de vie latinoaméricaines.

Un bon exemple pour des Européens et des Etasuniens : en Argentine le fossé entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres était de 12 fois en 1986, peu de temps après la fin de la pire dictature argentine. Durant la décennie néolibérale des années 90, il a grimpé à une moyenne de 22 à 26 fois, pour la faire atteindre 58 fois au pic de la crise, entre 2001 et 2002. Durant les cinq ans dernières années, il est descendu peu à peu, pour se trouver à 36 fois, trois fois plus que l'héritage que les militaires génocides ont laissé. Même les terribles dictatures n'ont pas réussi à nous appauvrir autant que les « crises » fabriquées par le capital financier !

Le capital financier est une sorte de *Terminator*, une machine de destruction qui se reste active en détruisant et en engloutissant des morceaux. Il sortira de cette crise plus fort encore, avec un plus grand pouvoir pour éviter ou neutraliser les contrôles. Tel a été son fonctionnement en Amérique Latine durant les trois dernières décennies. Cette machine ne s'arrête pas par soi-même, ni par les dispositions qui régulent quelques aspects de son fonctionnement. Son pouvoir légal peut être amoindri, mais d'aucune manière on peut changer sa condition. C'est seulement en la détruisant, qu'elle arrêtera de détruire.

Seules deux méthodes connues existent pour procéder à cette destruction. La plus sûre, ce sont les révoltes populaires, le « *BASTA YA !* » et le "Qu'ils s'en aillent tous », où l'Amérique Latine a, depuis le Caracazo de 1989, une tradition riche et variée. La deuxième, est l'intervention vigoureuse de gouvernements décidés à changer la direction. Ce continent a aussi quelques bons exemples dans ce sens. « La soi-disant économie de papier a soumis l'économie productive. Cela doit prendre fin », a dit Lula.

Quand un gouvernement de la région prend des mesures dans ce sens, le capital financier réagit avec virulence, comme c'est arrivé à Santa Cruz, en Bolivie. C'est un bon moment pour suivre les meilleurs exemples. Parmi ceux-ci, celui du président de l'Équateur, qui a dit ça suffit à la multinationale brésilienne *Odebrecht*, fatigué que celle-ci se moque de l'État, au risque que le Brésil, puisse réagir en retirant ses investissements. Il n'y a pas de bon capitalisme. C'est pourquoi, entre attendre l'intervention des gouvernements et se résoudre à déranger la machine prédatrice depuis le bas, l'option est claire.

- **Raúl Zibechi**, journaliste uruguayen, est enseignant et chercheur dans le Multiversidad Franciscana de l'Amérique Latine, et conseiller de plusieurs groupes sociaux.

[Alai Amlatina](#) . Équateur, le 14 octobre 2008.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, 16 de octubre de 2008.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org).